

Préparer la grève générale pour empêcher Macron et Buzyn d'étrangler la santé publique

Tant que le gouvernement ne sera pas vaincu par la grève générale des travailleurs salariés ou des étudiants, il poursuivra son œuvre de destruction : « *Il faut une révolution douce, 30 % des dépenses de l'assurance maladie ne sont pas pertinentes* » (Agnès Buzyn, *Journal du dimanche*, 21 octobre 2017). Le budget de la Sécurité sociale 2018 prévoit 3 milliards d'euros de réduction de dépenses de l'assurance maladie, la moitié devant être assumée par les établissements hospitaliers frappés déjà par l'épuisement professionnel et la baisse de la qualité des soins.

La ministre de la Santé, avec un patrimoine déclaré de 2,5 millions d'euros, ne fréquentera jamais un service d'urgence d'hôpital public, sauf pour faire coucou à la caméra. Tout comme, lorsqu'elle prendra un grand âge, les EHPAD ordinaires ne seront pas pour elle.

Le gouvernement Macron-Philippe-Buzyn, avec des paroles tantôt mielleuses («révolution douce» veut dire «mesure réactionnaire violente»), tantôt technocratiques, œuvre avec détermination en faveur de la médecine libérale et surtout du grand capital.

Le gouvernement a repoussé la généralisation du tiers payant.

Il démantèle le dispositif public et gratuit de psychiatrie de proximité, au profit des consultations chez des spécialistes aux tarifs élevés, qui ne travaillent presque jamais dans les quartiers populaires, certaines étant des consultations de « psychothérapies » rapides.

Il ne touche pas aux profits juteux des groupes capitalistes de la pharmacie et de l'équipement médical.

La détérioration du sort des résidents des EHPAD hospitaliers et surtout associatifs fait de la publicité aux réseaux capitalistes des maisons de retraite pour riches.

La systématisation de la chirurgie ambulatoire fait la fortune des « hôtels hospitaliers » privés.

Le forfait hospitalier et le déremboursement grandissant fait le jeu des assurances santé des mutuelles ou des groupes capitalistes de la banque et de l'assurance.

La tutelle par les « groupements hospitaliers de territoires » permet la mutualisation, la flexibilité des salariés (à contrario de la stabilité sur un service qui est favorable à la qualité), aux cliniques privées (de plus en plus concentrées) de bénéficier des équipements des hôpitaux sans en avoir les charges et de capter les opérations rentables (parfois au détriment des patients : les césariennes et les épisiotomies sont plus fréquents dans les entreprises capitalistes que dans les maternités publiques.

Cela aboutit à l'inégalité croissante dans l'accès aux soins (qui s'ajoute aux inégalités de conditions de vie) et à la dégradation des conditions de travail des soignants. Les soins sont assurés grâce au dévouement des équipes, bien que les travailleuses et les travailleurs de la santé subissent de plein fouet l'austérité (dans les hôpitaux publics et la majorité des EHPAD) ou l'exploitation forcée pour augmenter les profits (dans les cliniques privées).

Le gouvernement bloque les salaires des fonctionnaires (mais pas des militaires, des policiers et des gardiens de prison, qui sont augmentés par des primes et le changement de grilles indiciaires) et il prévoit de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires (mais pas dans l'armée, la police ou la justice qui au contraire recrutent pour maintenir un ordre injuste). De manière complémentaire, il veut diviser et précariser les travailleurs de l'État, des collectivités territoriales et de la santé publique par le « salaire au mérite » et le recrutement de contractuels supplémentaires. D'ailleurs, il confie aux agences régionales de la santé le soin de supprimer des postes, voire de licencier si les salariés ciblés n'acceptent pas d'aller travailler dans un autre établissement (ou une autre fonction publique).

La résistance aux plans étatiques est légitime. Mais les directions syndicales, qui ne cessent de « négocier » les attaques du gouvernement, dispersent les tentatives de lutte. Une « journée d'action » dans les maisons de retraite ou les nombreux mouvements dispersés hôpital par hôpital, service par service,

ne suffisent pas à faire reculer le gouvernement Macron-Philippe-Buzyn, encore moins à arracher les revendications (recrutement massif, titularisation des précaires, augmentation des salaires, remboursement intégral des soins, expropriation des groupes capitalistes de la santé, etc.). La « coordination des luttes » n'a de sens que si elle sert à libérer notre gigantesque force collective, à lutter, tous ensemble et en même temps : cela s'appelle, en termes clairs, la grève générale illimitée jusqu'à la victoire. Pour affronter et vaincre le gouvernement de la réaction et des riches, il faut, dans les syndicats et dans les assemblées générales, que monte l'exigence de l'unité et de la préparation de la grève générale. Quand celle-ci éclatera, il faudra contrôler notre mouvement par les AG, la défense des piquets et des manifestations contre les flics, les comités de grève élus et leur coordination nationale.

11 février 2018

